

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-26-04 DU 12 OCTOBRE 2020

L'An deux mille vingt, le 12 octobre,
Le Conseil Municipal, dûment convoqué, le 6 octobre, conformément aux articles L 2121-7,
L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la mairie sous
la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33
Nombre de Conseillers Municipaux présents : 32
Nombre de Conseillers Municipaux absents représentés : 1
Nombre de Conseillers Municipaux absents excusés : /

PRESENTS : Mmes et MM. P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS,
D. PENOT, J.C. DURA, M. LORIOT-CARNIS, Y. TOUYERAS, N. GUSTO, R. MESLEM, G. GENTHON, M.
FAYET, J. GUILLERMINET, C. GAMBIER-ORTIZ, M. GUENNOUN, M. LOMBARD, Z. MAZARI, L. DI
SANTO, B. LOUKILI SENHAJI, M. TUNCA, H. KHETTAB, J. GAGET, A. CROS, L. GRONDIN, C. DEBRYE,
J.N. SALMON, K. HALLOUL, A. SAGIROGLU, C. DUMOULIN, B. JAN, L. NASSISI, A.V. MITTENDORFER

ABSENTS REPRESENTES :
A. VERJUS pouvoir à J.N. SALMON

ABSENTS EXCUSES : /

OBJET : PROPOSITION DE NON FACTURATION DES PRESTATIONS « TEMPS MERIDIEN ET ALSH » DANS LES SITUATIONS COVID

NOTE DE SYNTHESE

Conformément aux articles R531-52 et R531-53 du Code de l'Education, les tarifs et les règlements
de fonctionnement du Temps Méridien et des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH), sont
fixés par la commune.

Les règlements intérieurs de ces activités, modifiés par délibération en date du 3 avril 2017,
précisent les modalités de remboursement des prestations en cas d'absences.

Dans le contexte sanitaire actuel, nos services sont confrontés à la problématique de la facturation
des prestations Temps Méridien et ALSH, pour les enfants en situation COVID.

En effet, les règlements de ces structures prévoient qu'en cas de maladie, un remboursement est
effectué sur présentation d'un justificatif médical, à hauteur de :

- 100% pour le Temps Méridien
- 80% pour l'ALSH.

Accusé de réception en préfecture
038-213805534-20201012-2020-26-04-DE
Date de télétransmission : 19/10/2020
Date de réception préfecture : 19/10/2020

Cette pratique est appliquée à ce jour pour tout type d'absences, et également dans les situations COVID pour les enfants symptomatiques ou « cas-contacts », dès lors qu'ils sont en éviction par mesure de précaution.

Au regard de la situation exceptionnelle liée au Covid 19, il convient de délibérer sur la question de la non facturation aux familles, et de la procédure à appliquer par les services.

La présente délibération a pour objet :

- D'autoriser la commune à titre exceptionnel dans le contexte sanitaire lié au Covid19, à ne pas facturer l'intégralité des prestations Temps Méridien et ALSH, les jours d'éviction pour les enfants symptomatiques et les « cas-contacts ».

- D'autoriser Monsieur le Maire à faire appliquer cette décision avec un effet rétroactif au 1^{er} septembre 2020, sous réserve du respect de la fourniture des justificatifs suivants :

- Certificat médical (qui précise la durée de l'éviction) pour les enfants symptomatiques.
- Courrier de la famille et jours d'éviction confirmés par la Direction de l'école, pour les « cas contacts », à défaut d'un certificat médical.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,

Vu la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire,

Vu le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé,

Vu le décret n° 2020-911 du 27 juillet 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé,

Vu les articles R531-52 et R531-53 du Code de l'Education,

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date du 3 avril 2017, fixant les modalités de non facturation des prestations Temps Méridien et ALSH,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 15-03-2019 du 24 juin 2019 a fixé les tarifs de ces prestations en vigueur à compter du 1^{er} septembre 2019,

Accusé de réception en préfecture 038-213805534-20201012-2020-26-04-DE Date de télétransmission : 19/10/2020 Date de réception préfecture : 19/10/2020

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2020-20-03 du 10 juillet 2020 relative à la mesure de tarification exceptionnelle au titre de la situation sanitaire liée à la Covid19,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Environnement et développement durable en date du 15 septembre 2020,

Le CONSEIL MUNICIPAL, après avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE la commune à titre exceptionnel dans le contexte sanitaire lié au Covid19, à ne pas facturer l'intégralité des prestations Temps Méridien et ALSH, les jours d'éviction pour les enfants symptomatiques et les « cas-contacts ».

AUTORISE Monsieur le maire à faire appliquer cette décision avec un effet rétroactif au 1^{er} septembre 2020, sous réserve du respect de la fourniture des justificatifs suivants :

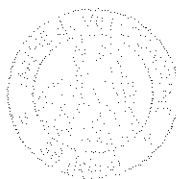
- Certificat médical (qui précise la durée de l'éviction) pour les enfants symptomatiques.
- Courrier de la famille et jours d'éviction confirmés par la Direction de l'école, pour les « cas contacts » à défaut d'un certificat médical.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

FAIT ET DELIBERE A VILLEFONTAINE

Le 12 octobre 2020

Pour extrait certifié conforme,



Le Maire,

Patrick NICOLE-WILLIAMS

Accusé de réception en préfecture
038-213805534-20201012-2020-26-04-DE
Date de télétransmission : 19/10/2020
Date de réception préfecture : 19/10/2020